



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°1 – du 7 au 13 janvier 2022

En bref

- Le gouvernement britannique a lancé une [consultation](#) sur la mise en œuvre du taux minimum global d'imposition sur les sociétés à 15 % (pilier 2 de l'accord de l'OCDE).

- La [loi sur la sécurité nationale](#) et l'investissement est entrée en vigueur le 4 janvier. Elle permet désormais aux autorités d'intervenir dans des opérations de prises de contrôles d'entreprises britanniques par des intérêts étrangers, rétroactivement au 12/11/2020.

- La FCA a confirmé que l'exigence de [publication](#) de 24 paramètres du LIBOR avait pris fin comme convenu en fin d'année 2021.

- Selon la presse, les [régulateurs financiers britanniques](#) réfléchissent à intensifier leur surveillance des fournisseurs de services dans le nuage (*cloud*) dont le secteur financier dépend de plus en plus.

LE CHIFFRE À RETENIR

0,9%

La hausse du PIB britannique en novembre par rapport à octobre (ONS).

- La Commission consultative indépendante Commerce et Agriculture lance [des consultations](#) sur l'impact de l'accord commercial entre le Royaume-Uni et l'Australie sur les standards agricoles.

- Selon le ministre fantôme au commerce Nick Thomas-Symonds, le parti travailliste poursuivrait l'objectif de conclure un accord commercial avec les États-Unis en cas de changement de majorité.

- Le Royaume-Uni et Oman ont conclu un [partenariat](#) d'investissement souverain en vue de stimuler les investissements, notamment dans les technologies vertes.

❖ Fait marquant : Les pressions sur le pouvoir d'achat des ménages commencent à se faire ressentir

Les dernières données sur la situation financière des ménages illustrent les pressions accrues pesant sur les foyers britanniques en termes de pouvoir d'achat. En particulier, le flux d'épargne mensuel s'est établi à 4,7 Md£ en novembre 2021, son plus bas depuis janvier 2020 et en-dessous de la moyenne à 4,8 Md£ entre 2018 et 2020. A contrario, les prêts à la consommation ont augmenté de 1,2 Md£ en novembre, soit le double de la moyenne observée les six mois précédents.

Plutôt que le reflet d'une hausse de la consommation des ménages, il est probable que ces évolutions témoignent du besoin de réduire le revenu épargné pour conserver un même niveau de consommation, dans un contexte inflationniste marqué. En effet, l'inflation a atteint 4,6 % en novembre 2021 et devrait dépasser 6 % en avril 2022 selon le consensus des économistes. La croissance des prix est soutenue principalement par la hausse des prix de l'énergie, les factures d'électricité et de gaz étant attendue en hausse de 50 % en avril, soit environ 600 £ supplémentaires par ménage sur l'année.

A ces coûts supplémentaires, les contribuables devront également ajouter la hausse des contributions sociales (environ 12 Md£ par an au total ou 600£ pour le ménage britannique moyen), ainsi que la baisse réelle des allocations sociales (qui vont augmenter de 3 % en avril, soit une différence de 3 points de pourcentage avec le taux d'inflation). En outre, l'extinction de certains dispositifs d'aide mis en place pendant la crise et l'entrée en vigueur de mesures de hausse fiscale au printemps viendront comprimer le revenu disponible d'un nombre important de ménages. Pour Paul Johnson, directeur du respecté think-tank *Institute for fiscal studies (IFS)*, cela constituera pour le pouvoir d'achat des ménages disposant d'un revenu moyen « le choc plus important depuis la crise financière de 2008, au moins ».

Dans ce contexte, les appels à une aide publique se sont multipliés ces dernières semaines dans le débat public, accentuant la pression politique sur le

gouvernement en amont des élections locales de mai. Parmi les solutions évoquées (mais non reprises par les autorités à ce stade), on peut notamment citer une baisse de la TVA sur les prix de l'énergie (actuellement à 5 %, une exonération complète de la TVA coûterait 2 Md£ par an au gouvernement), une expansion du système d'aide au chauffage pour les ménages à bas revenu (140£ à 2,7 millions de ménages actuellement, une subvention de 300£ à 8,5 millions de ménages coûterait 2,5 Md£), ou une taxe exceptionnelle sur les entreprises d'extraction de pétrole et de gaz dans la Mer du Nord (recettes supplémentaires de 1 Md£ à redistribuer).

Actualité macro-économique

L'activité a ralenti en décembre selon les indicateurs de Markit – Le PMI composite s'est établi à 53,2 en décembre (contre 57,6 en novembre), un plus bas depuis 10 mois. Cela s'explique principalement par le recul du PMI des services, de 58,5 en novembre à 53,6 en décembre, tandis que le PMI manufacturier n'a que légèrement diminué, de 58,1 en novembre à 57,9 en décembre. Le secteur des services a probablement été affecté négativement par la vague du variant Omicron, dans la mesure où les individus ont spontanément limité leurs interactions sociales et leur pratique de consommation. L'indice d'emploi est resté à un niveau élevé par rapport à la moyenne historique, s'établissant à 56,2 en décembre (contre 56,9 en novembre). L'indice des prix de production a également diminué légèrement, à 61,2 en décembre (contre 62,4 en novembre), reflétant une légère amélioration des capacités d'offre.

La reprise économique britannique pourrait être entravée par l'incertitude politique et les conséquences du Brexit – Selon une enquête du Financial Times réalisée auprès de 100 économistes, le Brexit devrait continuer d'exercer des effets négatifs sur le

commerce britannique, tandis que l'incertitude politique devrait peser sur les décisions d'investissement des entreprises. De plus, la plupart des économistes s'attendent à ce que le niveau de vie se dégrade en 2022, en raison de la hausse de la fiscalité des ménages et d'une inflation dynamique. Les défis principaux pour le Royaume-Uni cette année s'articulent autour de la hausse des prix de l'énergie, les pressions inflationnistes résultant de la pandémie, la pénurie de main d'œuvre et les problèmes sur les chaînes logistiques. Le consensus estime que la croissance atteindra 4,7 % en 2022, après +7 % en 2021.

L'impact de la vague Omicron sur le PIB britannique devrait être contenu – Si la croissance est attendue en contraction en décembre et janvier, elle devrait rebondir dès février ce qui permettrait de retrouver le niveau de PIB anticipé avant l'émergence du nouveau variant dès le T2 2022 selon Pantheon Macroeconomics. La décision du gouvernement de ne pas imposer de restrictions supplémentaires – au-delà du port du masque en intérieur, du passe sanitaire pour les événements avec une importante capacité d'accueil, et de la recommandation de télétravail – aura protégé en grande partie l'économie britannique. L'inquiétude porte désormais sur le pouvoir d'achat des ménages, qui

devrait s'affaiblir de façon conséquente cette année en raison de la trajectoire de l'inflation et de la hausse de la fiscalité s'appliquant à partir d'avril 2022 (cf. fait marquant *supra*).

Les inégalités de richesse relatives étaient stables avant la pandémie – Selon l'[Office for National Statistics](#), la richesse totale des ménages a atteint 15 200 Md£ en 2018-20, soit une hausse de 500 Md£ par rapport à 2016-18. Les inégalités de richesses relatives sont restées stables, avec un coefficient de Gini s'établissant à 0,62 (contre 0,63 en 2016-18, un niveau stable sur les dernières 14 années), bien au-delà de la mesure des inégalités de revenu (0,36 en 2020). Cela reflèterait la part importante de richesse détenue sous forme d'épargne retraite (42 % en 2018-20), actifs financiers (13 %) et propriétés immobilières (36 %). Les inégalités de richesse absolue se sont en revanche accrues, le dixième décile de la population détenant 2,3 M£ supplémentaires entre 2016-18 et 2018-20 (ajusté de l'inflation) par rapport au cinquième décile (soit 56 000 £ par ménage). Les inégalités devraient probablement ressortir en hausse sur la prochaine période (2020-22), la pandémie ayant exacerbé l'accumulation de richesse par les individus des déciles les plus riches.

Actualité commerce & investissement

Les syndicats de l'industrie sidérurgique britannique alertent sur les risques en l'absence d'accord avec les Etats-Unis sur les droits de douane additionnels sur les importations britanniques d'acier et

d'aluminium – Les syndicats de l'industrie sidérurgique estiment que le *statu quo* avec Washington met en péril des emplois britanniques du secteur, d'ores et déjà fragilisé par la hausse des prix de l'électricité. Par ailleurs, les organisations professionnelles s'interrogent sur l'isolement britannique, face à l'accord conclu entre les Etats-Unis et l'UE mettant un terme aux tarifs additionnels en octobre dernier, et au rapprochement américain à l'égard du Japon en décembre dernier. En dépit des dénégations des gouvernements américain et britannique, le blocage de Washington pourrait pour partie s'expliquer par les discussions entre le Royaume-Uni et l'Union européenne au sujet du Protocole nord-irlandais.

Le think-tank conservateur Centre for Policy Studies publie un [rapport](#) préconisant l'instauration d'un mécanisme d'ajustement carbone à la frontière britannique (MACF) – Il récuse notamment les arguments sur la nature protectionniste du mécanisme, ce dernier permettant de limiter les fuites d'émissions carbone et d'assurer le respect de conditions de concurrence équitable. En d'autres termes, un instrument de cette nature empêcherait l'industrie britannique d'être concurrencée par des produits étrangers qui ne sont pas soumis à des mesures d'atténuation climatique. Bien que le gouvernement britannique se soit montré davantage favorable à une solution plurilatérale ou multilatérale sur la question, le think-tank estime qu'au vu du bilan de la COP26, le MACF s'avère un outil indispensable pour poursuivre les objectifs climatiques du gouvernement britannique.

Le Royaume-Uni et l'Inde entament des négociations commerciales – Lors d'une visite officielle de la ministre britannique au commerce international Anne-Marie

Trevelyan à New Delhi, les deux pays ont [réaffirmé](#) leur volonté de conclure un accord commercial intérimaire avant de conclure un accord final d'ici début 2023. Le secrétaire d'Etat indien B.V.R. Subrahmanyam a indiqué, selon la presse indienne, que l'accord intérimaire est attendu d'ici le 17 avril, comprenant une libéralisation des tarifs pour 60-65% des marchandises échangées, et espérant un total de 90% dans l'accord final. Selon la [stratégie britannique](#), un tel accord avec l'Inde pourrait se traduire par une augmentation de 0,12% à 0,22% du PIB britannique d'ici 2035. Côté britannique, certains produits pourraient particulièrement bénéficier d'un accord avec l'Inde, tels que les véhicules, moteurs et autres équipements de transport, produits pharmaceutiques et les services financiers. Actuellement, le tarif moyen appliqué aux exportations britanniques vers l'Inde est d'environ 18,7% (en hausse de 13,4% par rapport à 2016). Dans une interview accordée au [FT](#), la ministre Trevelyan a déclaré que son équipe jouissait d'un « large mandat » faisant allusion aux règles d'immigration et à la facilitation des demandes de visa pour les étudiants et travailleurs qualifiés indiens afin de répondre aux attentes des autorités indiennes.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

La *Financial Conduct Authority* (FCA) entend [analyser](#) les coûts d'accès aux données de marché à la suite de plaintes –

Deux études seront lancées dans les prochains mois. L'autorité a déclaré qu'elle était préoccupée par les prix pratiqués sur les marchés des indices de référence, des indices et des notations de crédit, ainsi que par les données commerciales distribuées aux clients par les bourses, les fournisseurs d'informations et les systèmes de négociation alternatifs. L'accès aux données est en effet un enjeu stratégique pour la décision d'investissement car elles permettent d'évaluer correctement le risque financier, et leur coût élevé peut également empêcher l'arrivée de nouveaux entrants. La FCA s'intéressera également au niveau de concurrence de ce marché et aux répercussions sur les prix.

Les investissements dans les FinTech au [Royaume-Uni](#) auraient augmenté de 217% en 2021 par rapport à 2020

– Selon l'association professionnelle du secteur, Innovate Finance, l'investissement total dans les fintechs britanniques a bondi de plus de 217 % (en glissement annuel) pour atteindre 11,6 Mds\$ en 2021, ce qui les place au deuxième rang mondial derrière les entreprises américaines. Le secteur Fintech britannique apparaît au premier rang européen en termes de capitaux levés (devant l'Allemagne et la France, avec respectivement 4,4 Md\$ et 2,3 Md\$ selon cette étude), près de la moitié des 24,3 Mds\$ investis en Europe finançant des entreprises britanniques. Les 11,6 Mds\$ de fonds investis au Royaume-Uni ont été répartis sur 713 opérations, ce qui représente 11 % de l'ensemble des opérations mondiales en 2021, soit une légère augmentation par rapport aux 10 % observés les deux années précédentes. Si la majorité des opérations ont été effectuées avec des entreprises en pré-seed/seed (amorçage) et en séries B/C, on relève encore un déficit d'investissements dans les fintechs en phase

de croissance (*growth capital*). Enfin, les transactions les plus importantes ont été dominées par les banques en ligne telles que Revolut, Monzo et Starling, la levée de fonds de 880M\$ de Revolut en juillet figurant parmi les 10 tours de table les plus valorisés au niveau mondial.

2 Banques et assurances

La Chambre des Lords publie son [rapport](#) sur une monnaie digitale de Banque centrale (CBDC) – Le rapport, intitulé « CBDC : Une solution à la recherche d'un problème », manifeste le certain scepticisme des parlementaires sur l'utilité d'un tel outil pour l'économie britannique et les individus. Par ailleurs, ils considèrent qu'une CBDC pourrait représenter une cause d'instabilité financière en raison d'une fuite des dépôts au bilan des banques commerciales vers les

comptes de la Banque d'Angleterre (BoE). De plus, le rapport insiste sur la nécessité d'un vote par le Parlement pour la création d'une telle CBDC. Pour mémoire, une consultation par la Banque d'Angleterre sera lancée dans le courant de l'année afin d'explorer les caractéristiques de conception, les avantages et les implications pour les utilisateurs.

La *Prudential Regulatory Authority* (PRA) a défini ses [priorités](#) de supervision des banques pour 2022 – L'autorité de régulation bancaire va accroître sa surveillance des institutions supervisées, s'agissant notamment de leur résilience financière dans le sillage de la pandémie, leur risque de crédit et de modèles, le risque opérationnel, les risques climatiques, et le *reporting* réglementaire et la qualité des données qu'elles fournissent.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international